



## CHAPITRE 72

### LOI CONCERNANT LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS

Titre  
abrégé.

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du revenu et de la vérification des comptes*. S. R. 1925, c. 21, a. 1.

#### SECTION I

##### DE L'AUDITEUR DE LA PROVINCE

Nomina-  
tion.

**2.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, pour le plus complet examen des comptes publics de la province et pour qu'il en soit fait rapport à l'Assemblée législative, nomme, par commission, un officier appelé "auditeur de la province de Québec". S. R. 1925, c. 21, a. 2.

Durée de  
ses fonc-  
tions.

**3.** L'auditeur reste en fonction durant bonne conduite; mais il peut être destitué par le lieutenant-gouverneur sur une adresse du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. S. R. 1925, c. 21, a. 3.

Bureau de  
l'auditeur.

**4.** L'auditeur et ses employés relèvent du département du trésor.

Ils en forment une division appelée "bureau de l'audition". S. R. 1925, c. 21, a. 4.

Régie  
interne.

**5.** L'auditeur peut faire des ordonnances et règlements pour la régie intérieure du bureau de l'audition, sujet cependant à l'approbation du bureau de la trésorerie.

Suspen-  
sion d'em-  
ployés.

En l'absence du trésorier de la province, il peut suspendre de l'exercice de ses fonctions tout employé du bureau de l'audition qui refuse ou néglige d'obéir

## CHAPTER 72

### AN ACT RESPECTING THE AUDITING OF PUBLIC ACCOUNTS

**1.** This act may be cited at the *Pro-Short vincial Audit Act*. R. S. 1925, c. 21, s. 1. title.

#### DIVISION I

##### PROVINCIAL AUDITOR

**2.** The Lieutenant-Governor in Coun- Appoint-  
cil, for the more complete examination of ment.  
the public accounts of the Province, and so that a report thereon may be made to the Legislative Assembly, shall appoint, by commission, an officer called the "Quebec Provincial Auditor". R. S. 1925, c. 21, s. 2.

**3.** The Auditor shall hold office during Tenure of  
good behavior; but he may be dismissed office.  
by the Lieutenant-Governor on an address from the Legislative Council and Legis-  
lative Assembly. R. S. 1925, c. 21, s. 3.

**4.** The Auditor and his employees shall Audit  
belong to the Treasury Department. Branch.  
They shall form a branch thereof  
called the "Audit Branch". R. S. 1925,  
c. 21, s. 4.

**5.** The Auditor may make orders and Rules.  
rules for the conduct of the internal  
business of the Audit Branch, subject,  
however, to the approval of the Treasury  
Board.

In the absence of the Provincial Trea- Suspen-  
surer, he may suspend any employee of sion of  
the Audit Branch who refuses or neglects employee.  
to obey his orders, or whose conduct he

à ses ordres ou dont il trouve la conduite blâmable; il doit en faire rapport au trésorier. S. R. 1925, c. 21, a. 5.

may deem blameworthy; and he shall report the same to the Treasurer. R. S. 1925, c. 21, s. 5.

## SECTION II

## DU CONTRÔLE DES ALLOCATIONS LÉGISLATIVES

## DIVISION II

## CONTROL OF LEGISLATIVE GRANTS

Crédits et  
mandats.

**6.** L'auditeur doit classifier tous les crédits pour chaque exercice et tous les mandats spéciaux qui peuvent être émis; il doit tenir balancé un registre appelé "registre des crédits", contenant, sous des en-têtes séparés et distincts, un compte de chaque crédit, soit permanent soit annuel, et de chaque mandat spécial, en inscrivant sous chaque en-tête les montants tirés à compte de ce crédit ou de ce mandat spécial, avec les dates et les noms des personnes en faveur de qui les mandats ont été émis. S. R. 1925, c. 21, a. 6.

**6.** The auditor shall classify all appropriations for each fiscal year, and all special warrants which may be issued; he shall keep posted up a book, to be called the "Appropriation Book", and containing, under separate and distinct heads, an account of every appropriation, whether permanent or annual, and of every such special warrant, entering under each head the amounts drawn on account of such appropriation or special warrant, with the dates and names of the persons in whose favour such warrants were issued. R. S. 1925, c. 21, s. 6.

Appropriations,  
etc.

Crédits  
non dé-  
pensés.

**7.** Les balances des crédits non entièrement dépensés à la fin d'un exercice sont périmées et doivent être biffées, sauf toutefois les balances des crédits pour l'instruction publique, lesquelles sont portées à un compte spécial et sont placées au crédit du surintendant de l'instruction publique et payées par lui en la manière prescrite dans la Loi de l'instruction publique (chap. 59). S. R. 1925, c. 21, a. 7.

**7.** The balances of appropriations remaining unexpended at the close of any fiscal year shall lapse and shall be written off, saving always the balances of appropriations for education, which shall be carried to a special account and placed to the credit of the Superintendent of Education, and paid by him as prescribed by the Education Act (Chap. 59). R. S. 1925, c. 21, s. 7.

Un-  
expended  
balances.

Devoir de  
l'auditeur  
re:  
mandats.

**8.** L'auditeur doit voir à ce qu'aucun mandat ne soit émis pour un paiement de deniers publics pour lequel il n'y a pas de crédit voté par la Législature, ou à ce qu'il n'excède pas la partie d'un crédit dont la dépense a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et il fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, par l'entremise du trésorier de la province, des cas dans lesquels un département ou un sous-comptable a dépensé des deniers résultant du produit de tout mandat dont il est tenu de rendre compte, pour un objet pour lequel il n'y a pas d'autorité suffisante ou dont la dépense dépasse le montant qui a été autorisé. S. R. 1925, c. 21, a. 8.

**8.** The Auditor shall see that no warrant issues for any payment of public moneys for which there is no direct legislative appropriation, or in excess of any portion of such appropriation, the expenditure of which has been authorized by the Lieutenant-Governor in Council; and he shall report to the Lieutenant-Governor in Council, through the Provincial Treasurer, any case in which a department or sub-accountant has expended money out of the proceeds of any accountable warrant for any purpose for which there is no sufficient authority, or beyond the amount for which there is such authority. R. S. 1925, c. 21, s. 8.

Duty of  
Auditor  
respect-  
ing  
warrants.

Émission  
de  
mandats.

**9.** Aucun mandat d'argent n'est émis, excepté sur le certificat de l'auditeur,

**9.** No money warrant shall issue except upon the certificate of the Auditor that

Issue of  
warrants.

constatant qu'il y a une autorité législative pour faire la dépense; toutefois:

Opinion  
du proc.  
général.

1. Si, à propos d'une demande pour un mandat, l'auditeur a fait rapport qu'il n'y a pas d'autorité législative pour l'émettre, et si l'opinion écrite du procureur général est donnée que cette autorité existe et la cite, le trésorier de la province peut autoriser la préparation du mandat, nonobstant le rapport de l'auditeur.

Cas  
d'urgence.

2. Quand la Législature n'est pas en session, si un accident survient à quelque ouvrage ou bâtiment public dont la réparation demande une dépense immédiate, ou si toute autre occasion se présente, lorsqu'une dépense imprévue pour laquelle il n'a pas été pourvu par la Législature est urgente et requise immédiatement pour le bien public, sur le rapport du trésorier qu'il n'y a pas de disposition législative, et du ministre ayant charge de la branche particulière du service, qu'il y a nécessité urgente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner ordre de préparer un mandat spécial pour l'émission du montant jugé nécessaire; ce mandat est signé par le lieutenant-gouverneur lui-même, et le montant en est porté par le trésorier à un compte spécial, sur lequel des mandats peuvent être émis, de temps à autre, de la manière ordinaire, selon qu'ils sont requis. S. R. 1925, c. 21, a. 9.

Mandat  
spécial.

État.

10. L'auditeur doit, dans les cas mentionnés dans l'article 9, préparer un état des opinions légales et des rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence. Il donne cet état au trésorier de la province, qui le présente à l'Assemblée législative pas plus tard que le troisième jour de la session alors prochaine. S. R. 1925, c. 21, a. 10.

there is legislative authority for the expenditure; but nevertheless,—

1. If, upon any application for a warrant, the Auditor have reported that there is no legislative authority for issuing it, and if the written opinion of the Attorney-General be given that there is such authority, citing it, the Provincial Treasurer may authorize the preparation of the warrant, irrespective of the auditor's report;

Opinion  
of Att.-  
Gen.

2. If, when the Legislature is not in session, any accident happen to any public work or building, which requires an immediate outlay for the repair thereof, or if any other occasion arise when any expenditure, not foreseen or provided for by the Legislature, is urgently and immediately required for the public good, upon the report of the Treasurer that there is no legislative provision, and of the minister having the charge of the particular branch of the service that the necessity is urgent, the Lieutenant-Governor in Council may order a special warrant to be prepared for the issuing of the amount estimated to be required; and such warrant shall be signed by the Lieutenant-Governor himself, and the amount thereof shall be placed by the Treasurer to a special account, against which warrants may, from time to time, issue in the usual form, as they may be required. R. S. 1925, c. 21, s. 9.

Cases of  
urgency.

Special  
warrants.

10. The Auditor shall, in the cases mentioned in section 9, prepare a statement of the legal opinions and of the reports and special warrants, and of all expenditure incurred in consequence thereof. He shall deliver such statement to the Provincial Treasurer, who shall submit the same to the Legislative Assembly not later than the third day of the session thereof next ensuing. R. S. 1925, c. 21, s. 10.

State-  
ment.

### SECTION III

#### DES COMPTES PUBLICS ET DE LEUR APUREMENT

##### § 1.—*De la tenue des comptes publics*

Année  
financière.

11. L'année financière de la province est la période qui commence le premier jour d'avril d'une année et se termine le

### DIVISION III

#### PUBLIC ACCOUNTS AND THEIR AUDITING

##### § 1.—*Keeping of the Public Accounts*

11. The fiscal year of the Province shall comprise the period of time from and including the first day of April in one

Fiscal  
year.

trente et unième jour de mars de l'année suivante, ce dernier jour compris. S. R. 1925, c. 21, a. 11; 4 Geo. VI, c. 13, a. 1.

year up to and including the thirty-first day of March in the next year. R. S. 1925, c. 21, s. 11; 4 Geo. VI, c. 13, s. 1.

**Tenue des comptes.** **12.** Les comptes de la province doivent être tenus en partie double, dans le département du trésor. S. R. 1925, c. 21, a. 12.

**12.** The accounts of the Province shall be kept, by double entry, in the Treasury Department. R. S. 1925, c. 21, s. 12.

**Cours.** **13.** Les comptes sont tenus en dollars et centins; et ceux qui doivent être rendus au gouvernement de la province ou à un officier ou département public, sont ainsi rendus en dollars et centins. S. R. 1925, c. 21, a. 13.

**13.** The accounts shall be kept in dollars and cents; and those which are to be rendered to the Government of the Province or to any public officer or department, shall be rendered in dollars and cents. R. S. 1925, c. 21, s. 13.

**État annuel.** **14.** Aussitôt que possible après l'expiration de chaque année financière, il est préparé dans le département du trésor, pour être soumis à la Législature à sa prochaine session, un état des comptes publics pour cette année-là, indiquant d'une manière claire et complète les divers revenus et dépenses de la province pour l'année, la situation du fonds consolidé du revenu et des dépôts et fonds spéciaux dont le gouvernement a l'administration, et tout ce qui est requis pour expliquer les transactions financières faites pendant l'année et la situation de la province à l'expiration de l'année. S. R. 1925, c. 21, a. 14.

**14.** As soon as practicable after the close of each fiscal year, there shall be prepared in the Treasury Department, for submission to the Legislature at its next session, a statement of the public accounts for such year, showing clearly and fully the several revenues and expenditures of the Province for the year, the state of the consolidated revenue fund and of all trust and special funds under the management of the Government, and all matters necessary to explain the financial transactions during the year and the situation of the Province at the close of the year. R. S. 1925, c. 21, s. 14.

**Date des redditions de comptes.** **15.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer l'époque à laquelle ou jusqu'à laquelle un comptable de deniers publics, un officier, une corporation ou une institution publique, est tenu de rendre compte ou de faire rapport, chaque fois qu'à son avis cette modification peut faciliter la préparation exacte de l'état des comptes publics. S. R. 1925, c. 21, a. 15.

**15.** The Lieutenant-Governor in Council may after the period at or to which any one accounting for public moneys, or any public officer, corporation or institution, is required to render any account or to make any return, whenever, in his opinion, such alteration will facilitate the correct preparation of the statement of the public accounts. R. S. 1925, c. 21, s. 15.

§ 2.—De l'apurement des comptes publics

§ 2.—Auditing of the Public Accounts

**Vérification départementale.** **16.** Les sous-chefs des départements ou les officiers et autres personnes chargés de la dépense des deniers publics, vérifient d'abord respectivement les détails des comptes des différents services, et sont responsables de l'exactitude de cette vérification. S. R. 1925, c. 21, a. 16.

**16.** The deputy-heads of the departments or the officers or other persons entrusted with the expenditure of the public moneys, respectively, shall audit the details of the accounts of the several services, in the first instance, and shall be responsible for the correctness of such audit. R. S. 1925, c. 21, s. 16.

- Auditeur.** **17.** Les comptes publics qui se rapportent aux recettes ou aux dépenses de la province, sont apurés par l'auditeur de la province, au nom de l'Assemblée législative.
- Vérification.** Chaque compte peut être vérifié, sous la direction de l'auditeur, par l'officier ou le commis du bureau de l'audition qu'il charge de ce soin; et cet officier ou ce commis certifie qu'il a régulièrement vérifié ce compte.
- Certificat.** L'auditeur de la province certifie que chaque compte a été apuré par lui-même, ou sous sa direction, et qu'il est correct.
- Examen des dépenses.** Dans la vérification des comptes de dépenses, l'auditeur constate d'abord si les paiements que le département rendant compte a crédités sont justifiés par des pièces ou des preuves de paiement, et ensuite si les sommes dépensées ont été employées aux fins pour lesquelles le crédit à même lequel ces paiements ont été faits avait pour but de pourvoir. S. R. 1925, c. 21, a. 17.
- Accès aux livres.** **18.** L'auditeur a libre accès, en tout temps convenable, aux registres de comptabilité et autres documents des départements du gouvernement, et peut exiger que ces départements lui remettent respectivement, de temps à autre, ou à des périodes régulières, les comptes de leurs transactions d'argent. S. R. 1925, c. 21, a. 18.
- Examen sous serment.** **19.** L'auditeur peut interroger sous serment toute personne au sujet de matières se rapportant à tout compte qui lui est soumis pour l'apurer, et peut administrer ce serment aux personnes qu'il désire interroger. S. R. 1925, c. 21, a. 19.
- Obligations rachetées.** **20.** L'auditeur et l'assistant-trésorier examinent et annulent, sous la surveillance du trésorier, les obligations de la province, les bons du trésor et les autres effets se rattachant à la dette provinciale qui sont rachetés de temps à autre. S. R. 1925, c. 21, a. 20.
- Auditor.** **17.** The public accounts, relating to the receipts or expenditure of the Province, shall be audited by the Provincial Auditor on behalf of the Legislative Assembly.
- Officers.** Each account may be examined, under the direction of the Auditor, by such officer or clerk of the Audit Branch as he may direct, and such officer or clerk shall certify to the due examination of such account.
- Certification.** The Provincial Auditor shall certify that each account has been audited by himself or under his direction, and that it is correct.
- Examination of expenditures.** In the examination of accounts for expenditure, the Auditor shall ascertain, first, whether the payments which the accounting department has charged are supported by vouchers or proof of payment, and, secondly, whether the money expended has been applied to the purpose for which the appropriation from which it was taken, was intended to provide. R. S. 1925, c. 21, s. 17.
- Access to books.** **18.** The Auditor shall have free access, at all convenient times, to the books of account and other documents of the departments of the Government, and may require such departments to furnish him, from time to time, or at regular periods, with accounts of the cash transactions of such departments, respectively. R. S. 1925, c. 21, s. 18.
- Examination on oath.** **19.** The Auditor may examine any person on oath touching any matter pertinent to any account submitted to him for audit, and may administer such oath to any person whom he desires to examine. R. S. 1925, c. 21, s. 19.
- Securities redeemed.** **20.** The Auditor and the Assistant Treasurer, under the supervision of the Treasurer, shall examine and cancel all provincial debentures, treasury notes, and other securities respecting the debt of the Province, which are, from time to time, redeemed. R. S. 1925, c. 21, s. 20.

## SECTION IV

DE LA REDDITION DES COMPTES À L'ASSEMBLÉE  
LÉGISLATIVE

## DIVISION IV

## ACCOUNTING TO THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Comptes  
publics.

**21.** Aussitôt que possible après l'expiration de chaque exercice, l'auditeur revise et remet au trésorier de la province, pour les soumettre à l'Assemblée législative, les comptes publics de cet exercice, avec un état des crédits permanents et annuels et des mandats spéciaux pour cet exercice et des sommes dépensées à compte de chaque crédit ou de chaque mandat spécial. S. R. 1925, c. 21, a. 21.

**21.** As soon as practicable after the close of each fiscal year, the Auditor shall examine and return to the Provincial Treasurer, to be laid before the Legislative Assembly, the public accounts of such year, together with a statement of the permanent and annual appropriations and special warrants for that year, and of the amounts expended under each appropriation or special warrant. R. S. 1925, c. 21, s. 21.

Dépôt à  
l'Assem-  
blée légis-  
lative.

**22.** Le trésorier de la province soumet à l'Assemblée législative les comptes publics et l'état des crédits préparés par l'auditeur, le ou avant le trente et unième jour de décembre suivant l'expiration de l'exercice auquel ils se rapportent, si la Législature est en session, et, si elle n'est pas en session, dans le cours d'une semaine après sa réunion. S. R. 1925, c. 21, a. 22.

**22.** The Provincial Treasurer shall lay the public accounts and the Auditor's statement of appropriations before the Legislative Assembly, on or before the thirty-first day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature be sitting, or, if not sitting, within one week after it is next assembled. R. S. 1925, c. 21, s. 22.

Rapport  
de l'au-  
diteur.

**23.** L'auditeur fait rapport à l'Assemblée législative, par l'intermédiaire du trésorier de la province, des cas dans lesquels il lui paraît qu'un crédit a été excédé, ou que des deniers reçus par un département et provenant de sources autres que les crédits pour l'année, n'ont pas été employés ou entrés en compte conformément aux prescriptions de la Législature, ou que le paiement d'une somme portée au compte d'un crédit n'est pas prouvé par une pièce justificative, ou qu'un paiement ainsi porté ne se présente pas pendant la période couverte par le compte ou, pour toute autre raison, n'est pas proprement imputable au crédit sous lequel il est inscrit. S. R. 1925, c. 21, a. 23.

**23.** The Auditor shall report to the Legislative Assembly, through the Provincial Treasurer, every case in which it appears to him that an appropriation has been exceeded or that moneys received by a department from other sources than the appropriations for the year have not been applied or accounted for according to the directions of the Legislature, or that a sum charged against an appropriation is not supported by proof of payment, or that a payment so charged did not occur within the period of the account, or was, for any other reason, not properly chargeable against the appropriation. R. S. 1925, c. 21, s. 23.

Idem.

**24.** Si le trésorier de la province ne soumet pas annuellement à l'Assemblée législative, avec les comptes publics, à l'époque fixée, les rapports ainsi faits par l'auditeur, ce dernier les transmet lui-même sans délai. S. R. 1925, c. 21, a. 24.

**24.** If the Provincial Treasurer does not annually present to the Legislative Assembly, with the public accounts, at the time fixed, the reports so made by the Auditor, the latter shall forthwith send them himself. R. S. 1925, c. 21, s. 24.